

15E33F

Communiqué de presse

Bruxelles, le 6 octobre 2015

Après la manifestation du 7 octobre, la FGTB poursuit la résistance sociale au travers d'un nouveau plan d'actions.

La FGTB continuera sa lutte pour une politique plus juste et plus sociale en organisant des actions tournantes par province. Celles-ci débiteront en octobre et se poursuivront jusqu'en décembre. Elles pourront prendre diverses formes.

La FGTB est à l'heure actuelle en discussion avec la CSC et la CGSLB pour mener ces actions en front commun. Quel que soit le résultat de cette discussion, la FGTB mènera ces actions.

Les objectifs de ce nouveau plan d'actions sont multiples :

Dénoncer et faire supprimer les mesures à l'encontre des travailleurs, de la fonction publique et des allocataires sociaux prises depuis 1 an par le gouvernement des patrons et des riches.

Garantir la qualité des services publics et le statut spécifique des travailleurs.

Dans le cadre de la révision de la loi de 96 sur la norme salariale : garantir la liberté de négocier au sein des secteurs et des entreprises, en ce compris l'indexation automatique des salaires et l'application des barèmes.

Dans le cadre de la réflexion sur le travail soutenable et la modernisation des pensions du secteur privé : garantir la liberté de négocier au niveau interprofessionnel, sectoriel et dans les entreprises. Faire entendre des alternatives dont la réduction collective du temps de travail pour favoriser le maintien des travailleurs âgés en permettant l'embauche de jeunes.

Faire entendre les alternatives du front commun qui portent sur une politique d'investissements, des emplois de qualité et durables, des services publics de qualité au service de la population, une protection sociale renforcée pour lutter contre la pauvreté et une fiscalité juste.

Ce plan d'actions pourra être modifié en fonction de l'évolution des négociations au groupe des 10 et des décisions du gouvernement.

Depuis un an, l'attitude du gouvernement et des représentants des employeurs ne laisse pas d'autre option au monde du travail que de maintenir la pression. Pour qu'une réelle concertation sociale puisse être mise en œuvre dans un souci de juste répartition des richesses et des efforts.